

**Projet de décision précisant les conditions  
d'accessibilité et d'ouverture des  
infrastructures et des réseaux éligibles à une  
aide du fonds d'aménagement numérique des  
territoires**

**Soumission de la société Altitude  
Infrastructure**



Version du projet de décision : Octobre 2010

Date de remise : 17 Novembre 2010

Destinataire : ARCEP – fant@arcep.fr

Soumissionnaire : ALTITUDE INFRASTRUCTURE

Adresse : 9200 Voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

Contact : David BOTTE

Coordonnées : [david.botte@altitudeinfra.fr](mailto:david.botte@altitudeinfra.fr) , 02.76.46.30.07

**Document non confidentiel, pouvant être diffusé par l'ARCEP**

## Introduction

Altitude Infrastructure, opérateur d'opérateurs et spécialiste de l'aménagement numérique du territoire, gère actuellement 17 réseaux d'initiatives publiques et entend se concentrer sur les territoires jusqu'ici délaissés par les initiatives privées. Pour cela, Altitude Infrastructure accompagne les collectivités territoriales, depuis la conception des architectures techniques jusqu'à leurs commercialisations, et se base sur des solutions pragmatiques, permettant de répondre au mieux aux besoins des territoires.

A ce titre, notre société porte un intérêt tout particulier au suivi du cadre réglementaire qui encadrera à l'avenir le FANT. Ainsi, nous tenons tout d'abord à souligner notre satisfaction de voir ce sujet mis en consultation par l'Autorité et de pouvoir exprimer notre point de vue dans ce cadre.

## Appréciation globale du projet de décision

La concurrence par les infrastructures est à n'en pas douter un axe de développement des réseaux très haut débit parfaitement viable dans les zones très denses. Les développements qui ont été consacrés à la question par tous les acteurs du secteur convergent sur la viabilité de ce modèle.

En revanche, pour les territoires où la densité de population est moins forte, les modèles techniques et économiques ne sont pas encore arrêtés. C'est en ce sens que la commission européenne, dans sa recommandation du 20 septembre 2010, examine la possibilité de prendre en compte des zones infranationales pour lesquelles aucun schéma optimal ne semble pour l'heure s'imposer.

Dans cette dynamique, en France, le fonds d'aménagement numérique du territoire (le FANT) a notamment pour mission de financer en partie des initiatives qui permettront de répondre aux particularités des zones moins denses.

Dans ce cadre, votre Autorité est chargée de dresser les conditions dans lesquelles des projets seront éligibles au FANT. C'est dans ce cadre que vous consultez entre autres les opérateurs sur le projet de décision relative aux conditions d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures et des réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique des territoires mise en consultation publique le 13 octobre 2010.

A ce titre, nous notons que votre projet de décision, notamment son article 3, ne laisse place qu'aux seuls services passifs. Nous estimons que cette position est difficilement justifiable. En effet, une telle restriction aboutit à ce que dans la pratique, les technologies hertziennes ne puissent pas être éligibles au FANT. Par ailleurs, écarter les services activés peut être néfaste du point de vue concurrentiel.

Ainsi, les solutions hertziennes sont d'ores et déjà reconnues comme solutions de collecte. Que ce soit pour les réseaux 3G ou pour des NRA, y compris NRA-ZO, les liens FH sont utilisés pour assurer la collecte. Des services de qualité sont ainsi permis grâce à cette solution tant à destination des professionnels que des particuliers.

Le FH est assurément un moyen de permettre des solutions de dégroupage, il est difficilement concevable de l'écarter définitivement sans autre forme d'appel.

Ceci d'autant plus que les capacités des FH ne cessent d'augmenter pour arriver jusqu'au Gb/s. Il est certain que si les industriels sont stimulés par un marché porteur, ces capacités ne pourront que se développer et croître. Il ne s'agit pas ici de chercher à remplacer la solution optique mais au contraire de faciliter le déploiement de cette dernière au plus vite, au moindre coût tout en démocratisant l'accès aux services nécessitant une augmentation des débits.

Au-delà même des solutions de collecte, les technologies hertziennes permettront également d'apporter à terme des solutions de desserte à très haut débit. L'évolution de la technologie combinée à la disponibilité de plus de spectre permettront la mise en place dans un premier de temps de solutions de montée en débit et à terme de véritables solutions d'accès au très haut débit.

Etant donné qu'il est a priori difficile d'envisager une offre totalement passive pour une telle solution de collecte ou de desserte par voie hertzienne, votre décision en l'état exclurait des solutions alternatives au tout optique.

Ce défaut de confiance dans les capacités de nos industriels à progresser, au-delà du non-sens économique de brider la recherche et l'innovation, doit être confronté à ce qui était avancé il y a seulement 15 ans lorsqu'on n'envisageait pas que le cuivre permette de dépasser des débits de...56Kb/s.

C'est pourquoi actuellement nous mettons en avant une solution qui mêlerait sur une zone donnée à la fois le déploiement de réseaux tout optique dont la collecte serait assurée par une solution FH qui serait maintenue jusqu'à ce que le tout optique soit possible. Ce réseau permettrait alors de rendre possible pour des opérateurs d'accéder à des offres de services activés.

Ces opérateurs pourront adresser à leurs clients finaux des débits descendants de 30 à 50 Mb/s et de 10Mb/s en débit montant.

Les coûts pourront d'autant plus être limités que les réseaux hertziens existants peuvent évoluer pour permettre une mutation des réseaux d'initiative publique. Il ne s'agit donc plus pour les collectivités de souscrire à un second investissement intégral dans la course aux débits mais d'assurer l'adaptation du service public qu'elles défendent. Par ailleurs, la concertation des collectivités de différente nature dans l'aménagement numérique du territoire, illustrée par les schémas directeurs, montre combien il est impératif que les fonds publics soient utilisés avec une cohérence forte et que les réseaux ne doivent pas se superposer mais se réaliser dans une démarche concertée tendant à terme à un accès pour tous au très haut débit. Nous rappellerons enfin que cette logique s'inscrit pleinement dans les lignes directrices tracées par le Commission européenne.

Grâce à la solution que nous promouvons et que nous allons expérimenter prochainement, il sera tout à fait envisageable qu'une commune décide d'apporter la fibre jusqu'à l'abonné sur tout ou partie de son territoire et s'appuie sur une solution supra-communale pour assurer une collecte via une liaison FH. Lorsque la collecte de ce réseau communal pourra être assurée en fibre optique, le réseau existant sera donc totalement opérationnel pour passer en tout FTTh. Mais dans l'attente, les habitants auront pu bénéficier des nouveaux usages grâce à une montée en débit, la collectivité aura commencé à amortir son réseau grâce à la vente de services activés.

Par ailleurs, les services activés, présentent du point de vue concurrentiel des avantages certains.

Comme le souligne la Commission Européenne dans sa recommandation du 20 septembre 2010 : « *Le déploiement de réseaux FTTH présentera vraisemblablement des risques considérables, compte tenu du niveau élevé des coûts de déploiement par foyer et du nombre, actuellement encore limité, de services de détail exigeant les caractéristiques avancées (telles qu'un débit plus élevé) qui ne peuvent être fournies que par l'intermédiaire de la fibre. L'amortissement des investissements dans la fibre dépend de l'adoption des nouveaux services fournis sur les réseaux NGA à court et à moyen terme.* »

C'est bien un défaut d'innovation qui est mis en avant par la Commission. Comme lors de chaque montée en débit, les usages suivent les possibilités permises par les réseaux. C'est au prix du dynamisme de nouveaux acteurs que les usages nouveaux apparaissent et que le potentiel technologique est exploité.

De nouveaux entrants, dont les capacités d'investissement seront certainement limitées, ne se lanceront pas dans un premier temps dans la construction de réseaux qui leur seront propres. Ils chercheront avant tout des services activés clés en main que ce soit sur des réseaux tout optique ou des solutions de montée en débit.

L'explosion des usages et des offres d'accès a été permise sur l'ADSL parce que les opérateurs de communications électroniques ont eu accès à des services activés. Nous ne trouvons pas de justifications permettant de démentir cette réalité économique comme modèle devant être retenu pour accéder au très haut débit.

Enfin, ne retenir que les services passifs ne laisse place qu'aux seules solutions d'accès à la sous-boucle pour la période de montée en débit. Or, l'accès à la sous-boucle, compte tenu de l'effet négatif qu'il peut produire sur le déploiement optique tel que l'autorité de la concurrence l'a mis en avant dans son avis du 22 décembre 2009, ne doit donc pas être envisagé comme solution unique de montée en débit pour atteindre le déploiement général de réseaux optiques jusqu'à l'abonné.

Au titre des éléments ci-dessus développés, nous estimons qu'il est nécessaire de faire preuve d'une ouverture du FANT aux services actifs. Tout en respectant les objectifs fixés dans le projet de décision objet de la présente consultation en notamment en son article 1er : non-discrimination entre opérateurs, utilisation partagée et libre concurrence sur le marché des communications électroniques, nous estimons que l'article 3 de votre projet devrait être ainsi rédigé :

« Article 3 (conditions d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures)

Les infrastructures de génie civil souterraines et aériennes, les points hauts ainsi que leurs ressources associées éligibles à une aide de fonds d'aménagement numérique des territoires sont accessibles et ouverts selon les définitions de l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision.

Pour être accessibles et ouvertes, les infrastructures de génie civil souterraines et aériennes doivent être suffisamment dimensionnées pour permettre le déploiement d'un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre destiné à desservir l'ensemble de la population de la zone concernée par l'aide du fonds.

Ces infrastructures doivent permettre, d'une part, le déploiement de câbles *ou de liens hertziens* pour desservir l'ensemble des particuliers et des entreprises en zone mutualisée et, d'autre part, le déploiement de plusieurs câbles en fibre optique *ou faisceaux hertziens* en zone non mutualisée. »

Par ailleurs, nous estimons que l'article 4 de la décision devrait être modifié en ce sens :

« Article 4 (conditions d'accessibilité et d'ouverture des réseaux)

Les réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique des territoires sont accessibles et ouverts selon les définitions de l'article 1 de la présente décision. Pour être accessible, un réseau doit permettre aux opérateurs de détail de desservir les utilisateurs finals en services de communications électroniques à très haut débit en respectant les deux conditions suivantes. D'une part, le réseau doit permettre aux opérateurs de détail de raccorder un réseau desservant les utilisateurs finals en très haut débit disposant d'une offre d'accès passif effective *ou d'une offre d'accès actif dans les conditions définies à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision* ou leur permettre d'implanter leurs propres équipements actifs afin de desservir eux-mêmes les utilisateurs finals en très haut débit. D'autre part, le réseau doit permettre aux opérateurs de détail de raccorder leurs propres réseaux amont au réseau bénéficiant de l'aide.

Pour être ouvert, un réseau doit faire l'objet d'une offre d'accès passif effective *ou d'une offre d'accès actif susceptible d'évoluer vers une offre d'accès passif répondant aux critères fixés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision.* »